



Comité pour une paix juste au Proche-Orient, asbl – 136-138, rue Adolphe Fischer, L-1521 Luxembourg
Tél. (+352) 691-81 93 06 – Email : contact@paixjuste.lu – Site web : www.paixjuste.lu

Analyse critique du ‘Rapport 2019’
Édité par Bernard Gottlieb pour RIAL asbl
Version abrégée*

Luxembourg
Février 2021

(*) L'analyse critique résumée ici a été réalisée à la demande du Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient et a été validée par son Conseil d'administration. Elle résulte du travail effectué par Michel LEGRAND, ancien président et membre du C.A. du CPJPO, sociologue, Henri GRÜN, psychologue, expert en éthique et ancien membre de la Commission Consultative des Droits de l'Homme Luxembourg, Hubert HAUSEMER, philosophe. Cette analyse fait suite à celle qui a été réalisée sur le rapport antérieur de Bernard Gottlieb, publiée en 2019. Elle en constitue à la fois une confirmation et un approfondissement, en se basant cette fois sur le rapport 2019, publié en avril 2020.

N° ISBN: 978-2-919812-03-5

contact@paixjuste.lu

©paixjuste2021

Analyse critique du ‘Rapport 2019’ **Édité par Bernard Gottlieb pour RIAL asbl**

Version abrégée

Rappels et objectifs des dossiers critiques

RIAL asbl a publié en avril 2020 son 3^e rapport sur l’antisémitisme au Luxembourg, intitulé : « *Rapport 2019* »¹. Le 2^e rapport, publié en 2019, était intitulé : « *Rapport d’activités 2018 et IHRA* » et le premier, publié en avril 2018 : *Recherche et information sur l’antisémitisme au Luxembourg. Rapport d’activité 2017*.

Le 3 janvier 2020, le CPJPO a publié une analyse critique du 2^e de ces rapports, qu’il avait commanditée à trois personnes, membres ou sympathisants du CPJPO, particulièrement habilitées de par leur formation et leur expérience, à produire une analyse principalement méthodologique de ce dossier, ainsi qu’une synthèse².

En ce mois de février 2021, les mêmes personnes publient leur analyse critique du « *Rapport 2019* ». Le document complet de cette analyse critique est consultable sur le site du CPJPO (www.paixjuste.lu). Ce qui suit en est une version abrégée, consultable elle aussi sur le site du CPJPO ainsi que sur sa page Facebook (<https://www.facebook.com/CPJPO>).

Les auteurs rappellent d’abord les deux objectifs principaux de leurs dossiers d’analyse critique.

D’une part, il s’agit de fournir aux lecteurs une approche méthodologique critique du travail réalisé par l’Auteur des rapports RIAL : quelles méthodes et techniques utilise-t-il pour repérer, collecter, classer et analyser les « actes antisémites » au Luxembourg et comment mesure-t-il l’augmentation de ceux-ci au cours de l’année 2019 par rapport aux années antérieures ? Les deux dossiers critiques montrent que les méthodes utilisées par l’A. sont très éloignées des exigences minimales normalement attendues de tels travaux et, plus encore, de celles préconisées par les instances européennes produisant depuis près de 20 ans des analyses et des rapports sur le racisme et l’antisémitisme³.

¹ Le « Rapport 2019 » peut être téléchargé depuis :

<https://www.dropbox.com/s/1sls43la148sw4r/RIAL%20Rapport%202018%20Searchable.pdf?dl=0>. On trouvera le rapport 2018 en ouvrant le lien : <https://www.dropbox.com/s/1sls43la148sw4r/RIAL%20Rapport%202018%20Searchable.pdf?dl=0>. Quant au rapport 2017, on peut le télécharger en ouvrant le lien : <https://www.dropbox.com/s/mi3kask317jzfyf/RIAL%20Rapport%202017.pdf?dl=0>.

² Voir le texte complet de ce dossier critique sous : https://paixjuste.lu/wp-content/uploads/2020/01/200103_Rapport_Final.pdf. On peut aussi consulter la synthèse qui a été faite de ce dossier sous : https://paixjuste.lu/wp-content/uploads/2020/01/200108_Resume_Dossier-Critique-rapport-RIAL-FINAL.pdf.

³ En particulier, les rapports et dossiers de la FRA (Fundamental Rights Agency), de l’EUMC (European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia), de RAXEN (Racism and XEnophobia Network) et d’ECRI (European Commission against Racism and Intolerance). Ces rapports sont à peine évoqués dans les travaux de RIAL (une seule mention explicite en p. 19), alors qu’ils fournissent nombre de définitions, d’outils méthodologiques, d’indications et de précautions à utiliser dans le travail d’identification, de collecte, de traitement, de comparaison, des données concernant les actes de racisme, de xénophobie, mais aussi d’antisémitisme.

Ils précisent ensuite que, dans le dossier critique de cette année, ils visent certaines des lacunes récurrentes aux travaux de l'A. ainsi que de nouvelles lacunes apparues dans le dernier rapport.

Les lacunes et le ton polémique de ces rapports successifs les conduisent à refaire et confirmer l'hypothèse suivante : le véritable objectif de l'A. n'est pas tant de réaliser un patient travail de collecte et d'analyse d'actes antisémites au Luxembourg, que de pourfendre et de délégitimer une association, qu'il a pris progressivement pour cible principale parce qu'elle a le tort à ses yeux de défendre les droits des Palestiniens et de critiquer l'État d'Israël et ses politiques de colonisation, d'occupation et d'apartheid.

Les principales continuités

Dans une première partie, les auteurs rappellent les principales caractéristiques et continuités des deux derniers rapports publiés par RIAL asbl.

- **le style des documents : un style marqué par le fait de mélanger** des textes sérieux, des polémiques agressives, des dénigrement personnels et des remarques cyniques, toutes à charge ;
- **le cœur de l'argumentaire de l'A.** se trouve dans ses développements sur l'antisionisme, sur le « BDS »⁴ et sur le CPJPO et sa « propagande » pro-palestinienne et s'organise autour des **mêmes amalgames, selon une chaîne variée d'équivalences** : antisionisme = critique (obsessionnelle) de l'État d'Israël = antisémitisme = haine d'Israël = BDS = extrême gauche (déi lénk) = chrétiens de gauche = haine des juifs. Il s'agit d'une chaîne d'équivalences, répétée, en tout ou en partie, tout au long des deux dossiers ;
- **les « adversaires » principaux dans ce « récit » sont les mêmes** : d'une part, l'extrême-gauche, le parti politique déi lénk, les « cathos de gauche », les soutiens au mouvement BDS, les « antisionistes », et, d'autre part, l'extrême droite, des mouvements pronazis allemands, autrichiens ou néerlandais, des mouvements terroristes, des musulmans, des islamistes ;
- **la préoccupation centrale affirmée par l'A. est le « nouvel antisémitisme »**, dont la forme principale serait l'« antisionisme », qui est l'un des principaux chainons de la chaîne d'équivalences rappelée ci-dessus.
- **Dans aucun des deux rapports, l'A. ne développe ni surtout n'argumente sa méthodologie de recherche.** Particulièrement, il ne précise pas comment il s'y est pris pour constituer ses « bases de données » et leur assurer représentativité, leur cohérence avec des critères testés et fiables, ainsi que leur comparabilité entre elles d'une année à l'autre et avec les données collectées dans les autres pays de l'UE et intégrées dans les rapports officiels de la FRA.
- **Son outil principal pour détecter l'antisémitisme, le dénoncer et lutter contre lui, est la « nouvelle définition » de l'antisémitisme, promulguée par l'IHRA**⁵, AVEC SES EXEMPLES, mais sans signaler que la Chambre des députés et le gouvernement luxembourgeois ont adopté la définition SANS LES 11 EXEMPLES censés l'illustrer.
- Dans les deux rapports, on trouve de **nombreuses approximations de langage, des expressions émotionnelles, des invectives, des erreurs et même des mensonges.**

⁴ « BDS » reprend les trois initiales du mouvement du même « Boycott – Désinvestissement – Sanctions », lancé par 160 organisations et institutions palestiniennes en 2005 en vue de contrer, par des moyens et des méthodes d'action non violente, le non-respect par Israël des résolutions de l'ONU et la passivité des instances officielles face à ce non-respect.

⁵ Pour plus de détails sur l'IHRA, voir <https://www.holocaustremembrance.com/about-us> .

Les auteurs en concluent que ces rapports de RIAL asbl ne respectent à peu près aucune des exigences qu'on est en droit d'attendre de travaux de recherche et d'information, ni des exigences et précautions méthodologiques clairement exprimées par les institutions européennes compétentes⁶.

Des nouveautés – de nouveaux accents

Dans les parties 2 à 5 de leur dossier critique, les auteurs développent les principales nouveautés qu'ils ont repérées dans le « Rapport 2019 » de RIAL.

1. *Le CPJPO est devenu la cible principale du nouveau dossier.*

Ils précisent d'abord que, dès la page 3 du rapport 2019, **la clé de lecture est fournie** : « les activités d'une organisation qui, au vu des données, apparaît comme un des deux principaux vecteurs de développement de l'antisémitisme », puis devient subrepticement, en p. 109 : « les membres et les sympathisants [du CPJPO] [comme ayant été] **LE vecteur de diffusion d'un antisémitisme virulent** et touchant le plus grand nombre de personnes au Luxembourg ». Non seulement un « dossier » spécifique est consacré exclusivement au CPJPO (pp. 78-100), mais le CPJPO est présent à presque toutes les pages de ce rapport⁷. En plus, le CPJPO se voit accorder le privilège d'une colonne « spéciale » dans le tableau rapportant et classant les 47 incidents antisémites relevés par l'A. au Luxembourg en 2019 – dont 18, soit 38%, lui seraient attribuables ; 26 des autres cas (55%) sont « en relation avec Israël » et la majorité sont des « discours de haine ». Une augmentation vertigineuse alors que dans les rapports RIAL antérieurs aucun incident antisémite (selon l'auteur) n'était attribué directement au CPJPO.

C'est donc bien le CPJPO qui est la cible principale de ce rapport.

⁶ Principalement la FRA et l'EUMC. Derniers documents en date, particulièrement importants : Le second grand rapport annuel européen est publié en 2019 : <https://fra.europa.eu/en/publication/2019/experiences-and-perceptions-antisemitism-second-survey-discrimination-and-hate>, ainsi que, en nov. 2018 : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2018-antisemitism-update-2007-2017_en.pdf, une analyse de l'évolution au cours des 11 années 2007 à 2017. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/d3006107-519b-11eb-b59f-01aa75ed71a1/language-en> —, et, en Janvier 2021, *Progressive Israel Network Groups Oppose Codification of IHRA Working Definition of Antisemitism, Citing Strong Potential for Misuse - Progressive Israel Network*, consultable sous : <https://www.progressiveisraelnetwork.org/progressive-israel-network-groups-oppose-codification-of-ihra-working-definition-of-antisemitism-citing-strong-potential-for-misuse/>

⁷ Ainsi, « CPJPO » a 286 occurrences sur 112 pages, les « Chrétiens de gauche » ont 4 occurrences, et l'« extrême-gauche » a 20 occurrences ; l'« antisionisme » a 90 occurrences, dont 8 pour l'« antisionisme radical » (voir note 7 du dossier complet, p.11). Dans le rapport 2018 (publié en 2019), de même longueur, le CPJPO était nommé 62 fois et la gauche ou l'extrême gauche ou la gauche radicale étaient nommées 40 fois. L'A. précise d'ailleurs que c'est la publication par le CPJPO de son dossier critique en janvier 2020 qui l'a amené à se centrer à ce point sur lui !

L'un des reproches formulés à l'encontre du CPJPO est qu'il serait un « obsédé anti-Israélien », que cette « obsession » tomberait sous le coup d'« incitation à l'antisémitisme » dans la mesure où le CPJPO manifesterait « *un traitement inégalitaire de l'État d'Israël à qui l'on demande d'adopter des comportements qui ne sont ni attendus ni exigés de tout autre état démocratique* », le « deux poids-deux mesures », les « double-standards » (pp. 65, 67).

Le dossier critique rappelle les fondamentaux de l'ONG CPJPO, tels qu'ils sont décrits dans ses Statuts et ses Chartes. Il montre par ailleurs comment l'A., recourant aux amalgames cités plus haut, « invente » un CPJPO « antisioniste », en ayant eu bien soin de choisir les acceptions les plus négatives du concept d'« antisionisme » - alors que des formes historiques, des courants très divers, de nombreuses acceptions différentes sinon opposées, caractérisent ce concept et son histoire. Or le CPJPO ne se définit nulle part comme « antisioniste ».

Les auteurs relèvent enfin les grilles d'interprétation que l'A. privilégie sans les argumenter et les fonder, montrant qu'elles relèvent davantage d'a priori idéologiques et politiques que d'hypothèses explicitées et vérifiées et que les méthodes utilisées sont rien moins que contestables et dangereuses.

2. Le recours abusif à la nouvelle définition de l'antisémitisme par l'IHRA et aux exemples qui y sont rattachés

Le dossier synthétise les principales critiques formulées à l'encontre de cette définition par divers spécialistes du droit international : la subjectivité de termes clés, l'imprécision de concepts inclus, la non-pertinence d'une « définition » qui a besoin d'exemples pour qu'on la comprenne. Il en conclut que, déjà pour ces seules raisons, cette définition est en tant que telle inutilisable.

Ce sont surtout les exemples qui posent problème : sur les 11 exemples, 7 se rapportent à l'État d'Israël et à l'antisémitisme entendu comme étant en soi une forme d'antisémitisme, comme si la définition devait servir d'abord à protéger Israël de toute critique,

La nouvelle définition de l'antisémitisme de l'IHRA au regard de la nouvelle loi fondamentale d'Israël⁸

L'élément qui permet selon les auteurs de disqualifier complètement cette définition avec ou sans ses exemples réside dans la nouvelle loi fondamentale d'Israël⁹ et dans les graves problèmes qu'elle pose à divers niveaux : (a) la contradiction de cette loi avec la Déclaration de l'Indépendance de l'État d'Israël¹⁰, ainsi qu'avec diverses résolutions de l'ONU ; (b) la disparition dans cette loi du caractère

⁸ Loi votée par la Knesset le 19 juillet 2018. Voir https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/07/19/israel-la-loi-sur-l-etat-nation-adoptee-a-la-knesset_5333366_3218.html et le texte de la nouvelle loi : https://web.archive.org/web/20180719173434/https://knesset.gov.il/spokesman/eng/PR_eng.asp?PRID=13978.

⁹ Loi votée par la Knesset le 19 juillet 2018. Voir https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/07/19/israel-la-loi-sur-l-etat-nation-adoptee-a-la-knesset_5333366_3218.html et le texte de la nouvelle loi : https://web.archive.org/web/20180719173434/https://knesset.gov.il/spokesman/eng/PR_eng.asp?PRID=13978.

¹⁰ Voir le texte de la Déclaration d'indépendance de 1948 : <https://mfa.gov.il/MFA/MFAFR/MFA-Archive/Pages/La%20Declaration%20d-Independance%20d-Israel.aspx> : « L'État d'Israël sera ouvert à l'immigration des juifs de tous les pays où ils sont dispersés ; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine

« démocratique » qui était inclus dans la définition antérieure de l'État d'Israël (« État juif et démocratique ») ; (c) les nombreux problèmes concernant la structure étatique d'Israël : à quoi correspond, politiquement parlant, ce « peuple juif » : les actuels citoyens israéliens juifs ? tous les juifs de par le monde ? Ces juifs, dont Israël est dit être l'État, sont-ils définis d'après leur religion, leur culture, leur histoire, ou bien leur origine biologique ? Qu'en est-il des citoyens actuels non-juifs, qui constituent pourtant 20% de la population d'Israël ?) ; et enfin (d) la question de savoir ce qu'il reste du droit de critiquer l'État d'Israël. Logiquement, selon eux, il n'en reste rien : toute critique de l'État d'Israël concerne ipso facto une *collectivité juive en tant que juive* et aura inévitablement un caractère antisémite, puisqu'elle critique une institution foncièrement juive, que cette judéité soit de nature religieuse ou ethnique.

Les auteurs critiquent également l'usage par l'A de base de données¹¹ fort peu transparente. Le fait de mélanger sans rigueur sa propre base de données – construite en référence à la définition de l'antisémitisme selon l'IHRA et à ses exemples –, avec celles des instances européennes – qui elles se réfèrent aux lois et Conventions sur le racisme, la discrimination et la xénophobie –, introduit de la confusion, des distorsions, sinon de graves erreurs.

Les auteurs rappellent enfin que, au cours des trois dernières années, les mises en pratique abusives de cette définition avec ses exemples ont régulièrement conduit des États, des régions, des municipalités, des institutions officielles à interdire ou faire obstacle à l'organisation d'événements politiques et culturels concernant la Palestine et Israël. Pourtant, chaque fois que les associations de la société civile organisatrices de l'événement se sont tournées vers la justice pour contester ces décisions, elles ont eu gain de cause et la justice a considéré les mesures d'interdiction illégales. La Cour de Justice de l'Union européenne a même dû rappeler, entre autres, que le boycott de produits israéliens était une méthode d'action citoyenne légitime et légale.

3. La méthode du « profilage » individuel de citoyens et la « *Gesinnungsschnüffelei* »

Des choix méthodologiques douteux

Le dossier critique précise ensuite les trois **choix** « méthodologiques » de l'A. visant à construire une image du CPJPO qui serait source principale de l'antisémitisme au Luxembourg :

- a) **L'A. privilégie Facebook (FB)** pour enquêter sur l'antisémitisme. Or, même si l'analyse des réseaux sociaux représente une entreprise *a priori* intéressante, utile et nécessaire, les auteurs regrettent que le rapport RIAL explicite très peu sa méthodologie de recherche et que le lecteur doive se contenter de simples chiffres.
- b) La « **méthodologie** » de l'A. devient fort tendancieuse quand il cible les pages FB de personnes, généralement extérieures au CPJPO, ayant « liké » des contributions sur la page FB du CPJPO.
- c) La « **méthodologie** » de l'A. devient **scandaleuse** quand il relie au CPJPO des posts de ces personnes étrangères au CPJPO, les qualifiant de « sympathisants » dans le but de grossir les chiffres et de discréditer le CPJPO.

Problème de protection des données personnelles.

liberté de conscience, de culte, de langue, d'éducation et de culture; assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints de toutes les religions et respectera les principes de la Charte des Nations-unies... » (c'est nous qui soulignons).

¹¹ L'A. parle lui-même en termes de « base de données », p. 24, colonne B : « Les incidents qui nous sont signalés sont répertoriés dans notre base de données et analysés, puis classifiés » ...

Au cours de ce traitement des données collectées sur FB, l'A. se permet de distinguer clairement les « membres », les « anciens membres », les « nouveaux membres », les « dirigeants » et surtout les « sympathisants » du CPJPO et de *classer toutes ces personnes tantôt sous une étiquette politique, tantôt sous une étiquette religieuse*. L'A. fait semblant d'avoir une connaissance approfondie du CPJPO et de ses membres mais ne dit pas sur quelles « bases de données » il s'appuie, ni comment il a construit ses « bases de données »¹². Ce qui pose un important ***problème éthique et déontologique autant que méthodologique*** (dispositions sur la protection des données personnelles, loi contre le racisme et la discrimination, etc.).

Les auteurs en concluent au **but essentiellement polémique** des rapports RIAL, très éloigné de la réalisation d'un rapport serein et méthodologiquement sérieux sur l'antisémitisme au Luxembourg.

Conclusions ...

Dans la première conclusion, les auteurs, reprennent l'avis d'autres organisations de la société civile luxembourgeoise selon lequel ***l'observation de l'antisémitisme comme de toute forme de racisme devrait être traité par une institution étatique ou paraétatique, indépendante et opérant sur des bases professionnelles et légales claires***, dans la ligne des recommandations faites depuis 2003¹³ et répétées régulièrement ensuite par l'EUMC, ECRI et RAXEN. Ils disent aussi rejoindre l'avis de la CCDH-L qui argumente en faveur d'un seul organisme traitant toutes les formes de racisme et de discrimination, sans instaurer de hiérarchies, voire même des concurrences, entre les différentes formes de racisme, même si certaines peuvent s'exprimer de manière spécifique.

Dans une seconde conclusion, les auteurs partagent au lecteur deux des constats formulés dans l'évaluation du CPJPO réalisée en 2020 par l'organisation d'audit belge, COTA— dont une partie portait sur le positionnement du CPJPO et sa place dans la société luxembourgeoise¹⁴ : ***L'expression publique du CPJPO ne peut pas être assimilée à de la propagande, et elle apparaît compatible avec un cofinancement du gouvernement luxembourgeois ; [...] les messages véhiculés par le CPJPO sont conformes au droit international et au respect des droits humains***, les intervenants mobilisés lors des activités d'éducation et de sensibilisation [...] organisées par le comité présentent des profils adaptés à cette orientation générale du discours. [...]. De plus, les interventions proposées par le CPJPO s'inscrivent en *cohérence avec les documents de référence* qui les encadrent ».

Dans une troisième conclusion, les auteurs, se référant à l'actualité récente, signalent la parution de documents européens officiels qui, non seulement, se réfèrent à la définition de l'antisémitisme selon l'IHRA, mais utilisent eux-mêmes cette définition et proposent des lignes de conduite pour

¹² Voir déjà note 10 ci-dessus sur le terme « base de données ».

¹³ Voir les rapports de l'EUMC, cité aux notes 3, 6, 11 et surtout, plus en détail, à la note 8 de la version complète de notre dossier.

¹⁴ Le texte complet de ces conclusions est accessible sur le site officiel du MAEE :

<https://cooperation.gouvernement.lu/fr/cooperation-au-developpement/politique-evaluation/evaluation-ong.html>.

cette utilisation¹⁵. Ils citent également de nouvelles **analyses critiques de cette même définition de l'IHRA**, publiées entre 2019 et janvier 2021 et produites tant par des instances universitaires reconnues que par des organisations de la société civile, y compris des organisations juives¹⁶.

Rappelant que la définition de l'IHRA est une « définition de travail » (« working definition»), les auteurs **souhaitent que le débat reste ouvert**, malgré l'adoption par le Luxembourg de la définition de l'IHRA – d'ailleurs sans les exemples - et se déclarent disposés à participer à ce débat.

¹⁵ En novembre 2020, la FRA a publié son *Fundamental Rights Report – 2020*, portant sur l'année 2019 (voir : <https://fra.europa.eu/en/publication/2020/fundamental-rights-report-2020-fra-opinions>). Au même moment, la Federal Association of Departments for Research and Information on Antisemitism a publié un dossier intitulé *Handbook for the practical use of the IHRA Working Definition of Antisemitism* (voir : <https://www.dropbox.com/s/vzry5kobknq1xlq/Capture%20d%E2%80%99%C3%A9cran%202021-02-10%20%C3%A0%2016.53.28.png?dl=0>).

Ces deux événements, presque simultanés, confirment que le recours à cette définition s'étend, comme outil de travail sur l'antisémitisme et dans la lutte contre l'antisémitisme. Non sans provoquer une levée de boucliers de la part de multiples organisations de défense des droits humains et de la liberté d'expression.

¹⁶ Parmi une dizaine de publications récentes de ce genre, nous en citerons deux : L'appel du 11 janvier 2021 aux Vice Chancellors, Members of Academic Senates, all other UK Academics and Students & Rt Hon Gavin Williamson CBE MP Secretary of State for Education, concernant *The IHRA 'working definition of antisemitism'*, publié dans *l'Israeli Academics – UK*, signé par 65 universitaires israéliens de Grande-Bretagne et soutenu par 70 autres universitaires du monde entier — que l'on peut consulter et télécharger sur : <https://www.israeliacademicsuk.org/the-letter>. Et encore cet article de 7 pages, *The IHRA Definition of Antisemitism: Defining Antisemitism by Erasing Palestinians*, produit par Rebecca Ruth GOULD, publié dans le *Political Quarterly* en 2020 (voir : https://www.researchgate.net/publication/343283278_The_IHRA_Definition_of_Antisemitism_Defining_Antisemitism_by_Erasing_Palestinians).

N° ISBN: 978-2-919812-03-5
contact@paixjuste.lu
©paixjuste2021